

# VEILLE RÉGLEMENTAIRE

## Sécurité des infrastructures

### Fiche VRE.33

## Vérifications périodiques et registre sécurité

### 1. Introduction

L'article L.4321-1 du code du travail dispose que les équipements de travail et les moyens de protection mis en service ou utilisés dans les établissements doivent être équipés, installés, utilisés, réglés et maintenus de manière à préserver la sécurité et la santé des travailleurs. Concernant plus spécifiquement les lieux de travail, l'article R4224-17 du code du travail dispose que les installations et dispositifs techniques et de sécurité des lieux de travail sont entretenus, vérifiés suivant une périodicité appropriée.

L'employeur est tenu, dans ce contexte, de rechercher en temps voulu toute détérioration des installations, des équipements, des ambiances de travail susceptibles de présenter un risque, et de l'éliminer le plus rapidement possible.

Les vérifications périodiques ont pour objet de s'assurer du maintien en conformité des équipements et installations et d'intervenir en cas de défectuosité.

### 2. Aération et assainissement

QUOI	REFERENCE REGLEMENTAIRE	QUAND	QUI	REMARQUES
Locaux à pollution non spécifique	Arrêté du 8 octobre 1987 relatif au contrôle périodique des installations d'aération et d'assainissement des locaux de travail	Au minimum une fois par an	Personne compétente	Les opérations suivantes doivent être effectuées et leurs résultats portés sur le dossier de maintenance : =>contrôle du débit global minimal d'air neuf de l'installation ; => examen de l'état des éléments de l'installation, de la présence et de la conformité des filtres de rechange, de leurs dimensions, de leur perte de charge ; => examen de l'état des systèmes de traitement de l'air (humidificateur, batterie

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 24/09/2019

1/14

				d'échangeurs) ; => lorsque le dossier de valeurs de référence est constitué, contrôle des pressions statiques ou des vitesses d'air aux points caractéristiques de l'installation.
Locaux à pollution spécifique	Arrêté du 8 octobre 1987 relatif au contrôle périodique des installations d'aération et d'assainissement des locaux de travail	Au minimum tous les ans Au minimum tous les six mois lorsqu'il existe un système de recyclage	Personne compétente	Les opérations périodiques suivantes doivent être effectuées et leurs résultats portés sur le dossier de maintenance : a) Au minimum tous les ans : =>contrôle du débit global d'air extrait par l'installation ; =>contrôle des pressions statiques ou des vitesses aux points caractéristiques de l'installation, notamment au niveau des systèmes de captage ; =>examen de l'état de tous les éléments de l'installation (système de captage, gaines, dépoussiéreurs, épurateurs, systèmes d'apport d'air de compensation...).  b) Au minimum tous les six mois lorsqu'il existe un système de recyclage : =>contrôle de la concentration en poussières sans effet spécifique ou en autres polluants dans les gaines de recyclage ou à leur sortie dans un écoulement canalisé ; =>contrôle de tous les systèmes de surveillance mis en œuvre.

### 3. Matériel incendie

QUOI	REFERENCE REGLEMENTAIRE	QUAND	QUI	REMARQUES
Essais et visites périodiques du matériel	R4227-39	Au moins tous les six mois	Personne compétente	Les dates et les observations auxquelles ces exercices et essais périodiques peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection du travail.

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 24/09/2019

2/14

## 4. Eclairage de sécurité

QUOI	REFERENCE REGLEMENTAIRE	QUAND	QUI	REMARQUES
Vérifications de fonctionnement	Arrêté du 14 décembre 2011 relatif aux installations d'éclairage de sécurité	Une fois par mois	Personne compétente	Dans le cadre de la maintenance prescrite à l'article R. 4226-7 du code du travail, l'employeur procède aux vérifications de fonctionnement périodiques suivantes : Une fois par mois : a) Du passage à la position de fonctionnement en cas de défaillance de l'alimentation normale et de l'allumage de toutes les lampes (le fonctionnement doit être strictement limité au temps nécessaire au contrôle visuel) ; b) De l'efficacité de la commande de mise en position de repos à distance et de la remise automatique en position de veille au retour de l'alimentation normale. Une fois tous les six mois, de l'autonomie d'au moins une heure. Dans les établissements comportant des périodes de fermeture, ces opérations doivent être effectuées de telle manière qu'au début de chaque période d'ouverture l'installation d'éclairage ait retrouvé l'autonomie prescrite. Lorsque l'éclairage de sécurité est constitué de blocs autonomes, les opérations précédentes peuvent être effectuées automatiquement par l'utilisation de blocs autonomes comportant un système automatique de test intégré (SATI) conforme à la norme NF C 71-820 ou à toute autre norme ou spécification technique Le résultat des opérations précédentes doit être mentionné sur le registre prévu à l'article R. 4226-19 du code du travail. Une notice descriptive des conditions de maintenance et de fonctionnement doit être annexée au registre précédent. Elle devra comporter les caractéristiques des pièces de rechange.
Vérification de l'autonomie d'au moins une heure	Arrêté du 14 décembre 2011 relatif aux installations d'éclairage de sécurité	Une fois tous les six mois	Personne compétente	

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 24/09/2019

3/14

## 5. Echelles, escabeaux, marche pieds

QUOI	REFERENCE REGLEMENTAIRE	QUAND	QUI	REMARQUES
Echelles, escabeaux et marchepieds	R4323-81 CdT	Avant utilisation	Employeur	L'employeur s'assure que les échelles, escabeaux et marchepieds sont constitués de matériaux appropriés compte tenu des contraintes du milieu d'utilisation. Ces matériaux et leur assemblage sont d'une solidité et d'une résistance adaptée à l'emploi de l'équipement et permettent son utilisation dans des conditions adaptées du point de vue ergonomique.
Echelles fixes	R4323-83 CdT	Avant utilisation	Employeur	L'employeur s'assure que les échelles fixes sont conçues, équipées ou installées de manière à prévenir les chutes de hauteur. Après évaluation du risque au regard de la hauteur d'ascension pour lesquelles ces échelles sont conçues, des paliers de repos convenablement aménagés sont prévus afin d'assurer la progression dans des conditions adaptées du point de vue ergonomique.

## 6. Echafaudages

QUOI	REFERENCE REGLEMENTAIRE	QUAND	QUI	REMARQUES
Examen d'adéquation, examen de montagne et d'installation et examen de l'état de conservation	Arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages et modifiant l'annexe de l'arrêté du 22 décembre 2000 relatif aux conditions et modalités d'agrément des organismes pour la vérification de	Avant mise et remise en service (art. 4 arrêté 21/12/2004)	Personne qualifiée	

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 24/09/2019

4/14

	conformité des équipements de travail			
Examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.	Arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages et modifiant l'annexe de l'arrêté du 22 décembre 2000 relatif aux conditions et modalités d'agrément des organismes pour la vérification de conformité des équipements de travail	Journalière (art. 5 arrêté 21/12/2004)	Personne qualifiée	
Examen approfondi de l'état de conservation	Arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages et modifiant l'annexe de l'arrêté du 22 décembre 2000 relatif aux conditions et modalités d'agrément des organismes pour la vérification de conformité des équipements de travail	Trimestrielle (art. 6 arrêté 21/12/2004)	Personne qualifiée	Cet examen implique des vérifications techniques concernant notamment les éléments énumérés à l'article 3-III de l'arrêté

## 7. Portes et portails automatiques

QUOI	REFERENCE REGLEMENTAIRE	QUAND	QUI	REMARQUES
Vérification	Arrêté du 21 décembre 1993	A la suite d'une défaillance et semestrielle et en fonction de la fréquence d'utilisation	Technicien qualifié interne ou prestataire externe exerçant l'activité	Vérification

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 24/09/2019

5/14

## 8. Signalisation

QUOI	REFERENCE REGLEMENTAIRE	QUAND	QUI	REMARQUES
Essais et visites périodiques du matériel	Arrêté du 4 novembre 1993 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail	Au moins tous les six mois	Personne compétente	Article 15 Les moyens et dispositifs de signalisation doivent, selon le cas, être régulièrement nettoyés, entretenus, vérifiés et réparés, remplacés si nécessaire, de manière à conserver leurs qualités intrinsèques ou de fonctionnement, et notamment les signaux lumineux et les signaux acoustiques doivent faire l'objet d'une vérification de leur bon fonctionnement et de leur réelle efficacité, avant leur mise en service et, ultérieurement, au moins chaque semestre. La vérification des alimentations de secours doit être pratiquée au moins une fois par an.
Vérification des alimentations de secours	Arrêté du 4 novembre 1993 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail	Au moins une fois par an	Personne compétente	

## 9. Equipements de travail pour le levage (charge et personne)

QUOI	REFERENCE REGLEMENTAIRE	QUAND	QUI	REMARQUES
CAS GENERAL				
Vérification lors de la mise en service	R4323-22 et suivants CdT Arrêté du 1 mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage	A la mise en service	Personne qualifiée	Voir section 4 de l'arrêté du 21/12/04 pour le contenu et le matériel concerné
Vérification lors de la remise en service (*)	R4323-28 et suivants CdT Arrêté du 1 mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage	A la remise en service	Personne qualifiée	Voir section 3 de l'arrêté du 21/12/04 pour le contenu et le matériel concerné
Vérification générale périodique : cas générale	Arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage	Tous les 12 mois	Personne qualifiée	/
Grue à tour, Grue Auxiliaires, bras ou portique de levage pour benne amovibles, hayons élévateurs, monte-meubles, monte matériaux de chantier, engins de terrassement équipés pour le levage, grues mobiles automotrices, chariots élévateurs, tracteurs poseurs de canalisations, plates-formes élévatrices de personnel, appareils de levage, mus par				

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 24/09/2019

6/14

une énergie autre que la force humaine employée directement, utilisés pour le transport des personnes ou pour déplacer en élévation un poste de travail				
	Arrêté du 1 <sup>er</sup> mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage	Tous les 6 mois	Personne qualifiée	
Appareils de levage, mus par la force humaine employée directement, utilisés pour déplacer en élévation un poste de travail				
	Arrêté du 1 <sup>er</sup> mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage	Tous les 3 mois	Personne qualifiée	
Accessoires de levage				
	Arrêté du 1 <sup>er</sup> mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage	Tous les 12 mois	Personne qualifiée	Vérification périodique comportant un examen ayant pour objet de vérifier le bon état de conservation de l'accessoire de levage et notamment de déceler toute détérioration, telle que déformation, hernie, étranglement, toron cassé, nombre de fils cassés supérieur à celui admissible, linguet détérioré, ou autre limite d'emploi précisée par la notice d'instructions du fabricant, susceptible d'être à l'origine de situations dangereuses.

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 24/09/2019

7/14

## 10. Equipement de travail (machines)

QUOI	REFERENCE REGLEMENTAIRE	QUAND	QUI	REMARQUES
Presses mécanique et presses hydrauliques pour le travail à froid des métaux Presses à vis Presses à mouler par injection ou compression des matières plastiques ou du caoutchouc Presses à mouler les métaux Massicots pour la découpe du papier, du carton, du bois ou des matières plastiques en feuille Presses à façonner les cuirs, peaux, papiers, cartons ou matières plastiques en feuille au moyen d'un emporte-pièce Presses à platine telles que presses à dorer, à gaufrer, à découper Machines à cylindres pour l'industrie du caoutchouc Presses à balles Compacteurs à déchets, Systèmes de compactage des véhicules de collecte d'ordures ou de déchets				
	Arrêté du 05 mars 1993 R4323-23 CdT	Trimestrielle	Personne qualifiée	Ne concerne pas les équipements mus par la force humaine et ceux à chargement automatique. Lorsque certains équipements sont peu utilisés et disposent d'un compteur permettant d'évaluer le nombre réel d'heure de fonctionnement, l'article 2 de la note technique DRT n° 9 du 2/08/1995 précise que des vérifications toutes les 300h seront considérées équivalentes aux vérifications trimestrielles. Cette périodicité ne pourra toutefois être inférieure à une fois par an.
Centrifugeuses Machines mobiles d'extraction, de terrassement, d'excavation ou de forage du sol à conducteur porté et machines à battre les palplanches				
	Arrêté du 05 mars 1993 R4323-23 CdT	Annuelle	Personne qualifiée	
Arbres à cardans de transmission de puissance, amovibles entre une machine automotrice ou un tracteur et une machine réceptrice et dispositifs de protection desdits arbres à cardans Motohoues, motoculteurs sur lesquels peuvent être montés des outils de travail du sol rotatifs				
	Arrêté du 05 mars 1993 R4323-23 CdT	Annuelle	Personne qualifiée	Concerne les établissements agricoles

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 24/09/2019

8/14



## 11. Equipements sous pression

QUOI	REFERENCE REGLEMENTAIRE	QUAND	QUI	REMARQUES
Bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique Récipients mobiles en matériaux autres que métalliques				
	Arrêté 20/11/2017 art. 15	1 an	Personne compétente désignée à cet effet	*Art 16
Générateurs de vapeur, Appareils à couvercle amovible à fermeture rapide Récipients à pression de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée				
	Arrêté 20/11/2017 art. 15	2 ans	Personne compétente désignée à cet effet Organisme habilité pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide et les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente	*Art 16
Pour les autres récipients sous pression				
		1 an	Personne compétente désignée à cet effet	*Art 16
Bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique Récipients mobiles en matériaux autres que métalliques				
Requalification périodique	Arrêté 20/11/2017 art 18	2 ans	Expert	
les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène				
Requalification périodique	Arrêté 20/11/2017 art 18	3 ans	Expert	
les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression				

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 24/09/2019

9/14

Requalification périodique	Arrêté 20/11/2017 art 18	6 ans	Expert	
les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur				
Requalification périodique	Arrêté 20/11/2017 art 18	10 ans	Expert	

\* Pour le contenu de la visite périodique voir Arrêté 20/11/2017 art. 16

Les équipements sous pression mobiles doivent en outre être vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.

Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la périodicité sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.

Ce programme est joint au dossier d'exploitation prévu par l'article 6 ci-avant.

Par exception, les extincteurs ne sont pas assujettis.

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

## 12. Equipements de protection individuelle

QUOI	REFERENCE REGLEMENTAIRE	QUAND	QUI	REMARQUES
Tous les équipements de protection individuelle	R4322-1 CdT	Avant chaque utilisation	Personne compétente	Vérification du maintien en état de conformité
Appareils de protection respiratoire autonomes destinés à l'évacuation	R4323-99 CdT Arrêté du 19/03/93	Annuelle	Personne compétente	L'article 2 de l'arrêté du 19/03/1993 précise le contenu de la vérification périodique
Appareils de protection respiratoire et équipements complets destinés à des interventions accidentelles en milieu hostile				
Gilets de sauvetage gonflables				
Systèmes de protection				

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 24/09/2019

10/14

individuelle contre les chutes de hauteur				
Stocks de cartouches filtrantes antigaz pour les appareils de protection respiratoire				

### 13. Installations électriques

QUOI	REFERENCE REGLEMENTAIRE	QUAND	QUI	REMARQUES
Installations permanentes				
Vérification initiale	R4226-14 et R4226-15 CdT Arrêté du 26 décembre 2011 Arrêté du 22 décembre 2011	L'employeur fait procéder à la vérification initiale des installations électriques lors de leur mise en service et après qu'elles ont subi une modification de structure, en vue de s'assurer qu'elles sont conformes aux prescriptions de sécurité	Organisme accrédité	La méthode, l'étendue de la vérification, le contenu des rapports sont définis par l'Arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants
	R4226-16 et R4226-17	La périodicité des vérifications est fixée à un an, le point de départ de cette périodicité étant la date de la vérification initiale. Toutefois, le	Organisme accrédité ou personne qualifiée interne à l'entreprise et dont la compétence est appréciée par l'employeur	La méthode, l'étendue de la vérification, le contenu des rapports sont définis par l'Arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants  Arrêté du 22 décembre 2011 relatif aux critères de compétence des personnes chargées d'effectuer les

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 24/09/2019

11/14

Vérifications périodiques	CdT Arrêté du 26 décembre 2011 Arrêté du 22 décembre 2011	délai entre deux vérifications peut être porté à deux ans **		vérifications périodiques des installations électriques et de mettre en œuvre les processus de vérification des installations électriques temporaires
---------------------------	---	--	--	---

\*\*le délai entre deux vérifications peut être porté à deux ans par le chef d'établissement si le rapport précédent ne présente aucune observation ou si, avant l'échéance, le chef d'établissement a fait réaliser les travaux de mise en conformité de nature à répondre aux observations contenues dans le rapport de vérification. Le chef d'établissement informe l'inspecteur du travail par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée des éléments prouvant qu'il n'y a pas de non-conformité ou que les non-conformités ont été levées. Cet envoi doit comprendre, le cas échéant, l'avis des membres du CHSCT ou des délégués du personnel.

## 14. Ascenseurs et monte-charge

QUOI	REFERENCE REGLEMENTAIRE	QUAND	QUI	REMARQUES
Ascenseurs Obligations du propriétaire				
Bon fonctionnement et réglages	R.4224-17-1 CdT R.125-2 et suivants Code de la construction et de l'habitation (CCH) Arrêtés du 18/11/2004	Toutes les six semaines (R125-2 CCH)	Le propriétaire passe un contrat d'entretien écrit avec une entreprise dont le personnel chargé de l'entretien doit avoir reçu une formation appropriée	R4224-17-1 Lorsqu'un ou plusieurs ascenseurs sont en service dans les locaux d'un établissement, l'employeur s'assure que le propriétaire prend les mesures nécessaires pour se conformer : 1° Aux dispositions des articles R. 125-2 à R. 125-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'entretien et au contrôle technique ; 2° Aux dispositions des articles R. 125-1-1 à R. 125-1-4 du code de la construction et de l'habitation relatives à la mise en sécurité des ascenseurs. Le propriétaire met à la disposition de l'employeur les informations nécessaires
Verrouillage des portes palières		Toutes les six semaines (R125-2 CCH)		
Bon état des câbles		Semestrielle (R125-2 CCH)		
Parachutes		Annuelle (R125-2 CCH)		
Contrôle technique de		Quinquennal (R.125-2-4)	Contrôleur technique agréé ou	L'arrêté du 18/11/2004 relatif aux contrôles techniques à

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 24/09/2019

12/14

l'installation		CCH)	organisme habilité ou organisme ou personne certifiée par organisme accrédité (R.125-2-5 CCH)	réaliser dans les installations d'ascenseurs précise dans son annexe la liste des contrôle prévus lors du contrôle technique de l'installation
Ascenseurs, monte-charges et élévateurs de personnel <0,15 m/s (hors installations de chantier)				
Essai de fonctionnement	R4323-23 CdT Arrêté du 29/12/2010	Annuelle sauf l'année du contrôle technique de l'installation prévu au R125-2-4 CCH (art.6 arrêté 29/12/2010)	Personne qualifiée	Le détail des essais de fonctionnement figure à l'article 3 de l'arrêté du 29/12/2010
Examen état de conservation				Le détail de l'examen de conservation figure à l'article 4 de l'arrêté du 29/12/2010

## 15. Cuve, bassin et réservoirs contenant des produits corrosifs

QUOI	REFERENCE REGLEMENTAIRE	QUAND	QUI	REMARQUES
Visites Périodiques destinées à s'assurer de l'état	R.4412-25 CdT	Intervalles n'excédant pas un an	Personne compétente	

## 16. Registre de sécurité incendie

### 16.1 Définition

En France, le **registre de sécurité** est un document permettant d'assurer la traçabilité des différents contrôles et vérifications périodiques auxquels doivent satisfaire le matériel et les installations des collectivités. Cela concerne certains ERP ([Établissement recevant du public en droit français](#)) et ERT (Établissements Recevant des Travailleurs). Le registre de sécurité est un document papier, la dématérialisation est sujette à des problèmes juridiques.

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 24/09/2019

13/14

## 16.2 Contenu

L'article R\*123-51 du code de la construction et de l'habitation cite notamment les points suivants que doit contenir le document :

- l'état du personnel chargé du service d'incendie ;
- les diverses consignes, générales et particulières, établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap ;
- les dates des divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et, s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargés de surveiller les travaux.

## 16.3 Dématérialisation

La commission centrale de sécurité a statué par deux fois, en 2003 et en 2012 (point 3.3) sur la validité des registres de sécurité incendie dématérialisés en s'appuyant sur l'article 1316-3 du code civil : " l'écrit sur support électronique a la même force probante que l'écrit sur support papier " et l'article 1316-4 : " la fiabilité de ce procédé est présumée, jusqu'à preuve du contraire, lorsque la signature électronique est créée, l'identité du signataire assurée et l'intégrité de l'acte garantie, dans les conditions fixées en Conseil d'État ".

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 24/09/2019

14/14